



Lundi 4 mars 2024

État d'Israël assassin, puissances impérialistes complices : halte au massacre des Palestiniens

Le 29 février, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza a franchi un nouveau cap dans l'horreur. L'armée israélienne a ouvert le feu, alors que des familles palestiniennes, en proie à la famine, tentaient d'accéder à un convoi d'aide alimentaire : un nouveau bain de sang, au moins 110 personnes ont été tuées et 760 autres blessées.

La famine comme arme de guerre

Après son broyage méthodique par l'armée israélienne, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les réfugiés venant du nord du territoire palestinien sont bombardés au sud, les hôpitaux sont détruits ou hors d'état de fonctionner. Ce massacre à ciel ouvert dure depuis cinq mois et a fait plus de 30 000 morts. Les survivants sont confrontés à la famine et à l'absence de soins. Selon le PAM, le Programme alimentaire mondial, Gaza connaît actuellement « le pire niveau de malnutrition infantile au monde ». En effet, le gouvernement israélien bloque tout ravitaillement et les rares camions d'aide humanitaire autorisés à rentrer sont souvent pris pour cible par les tirs. Les évacuations médicales sont impossibles. Depuis qu'Israël, sans fournir aucune preuve, a accusé certains des employés de l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens est privée de subventions par de nombreux pays et son fonctionnement est paralysé.

Le but du gouvernement Netanyahu, qui n'a que faire des 130 otages israéliens encore détenus, est de chasser tous les Palestiniens de Gaza. Et de tuer ceux qui resteraient. La Cisjordanie est aussi victime d'une forme de nettoyage ethnique par des colons surarmés. À Gaza, des soldats israéliens se filment triomphalement dans les décombres des maisons palestiniennes, dans ce qui reste d'une chambre d'enfant, mettent le feu au peu de nourriture qu'ils trouvent. Ce gouvernement, qui s'appuie sur l'extrême droite suprémaciste, assume devant le monde entier ses crimes de guerre.

L'impérialisme en guerre contre les peuples

Ce massacre des civils palestiniens se déroule avec la complicité des grandes puissances. Les États-Unis arment Israël à flux tendu, mais d'autres pays européens le font aussi. La France a suspendu ses financements à l'UNRWA au moment où c'est la survie même des Palestiniens de Gaza qui est en jeu. Avec hypocrisie, le gouvernement Macron dit du bout des lèvres que cette guerre va un peu trop loin, mais il emboîte le pas au gouvernement américain pour continuer à soutenir la politique de Netanyahu. En Israël même pourtant, des milliers de personnes ont encore manifesté samedi 2 mars pour dénoncer cette politique, réclamer un cessez-le-feu et des négociations dans le but de libérer les otages. Ils sont conscients que ce gouvernement mène une guerre sans fin et réclament des élections anticipées.

La politique de l'impérialisme, c'est la guerre contre les peuples. Le principe du « diviser pour mieux régner » apparaît dans toute son atrocité en Israël-Palestine. Les dépenses militaires sont en hausse partout dans le monde. En France, la loi de programmation militaire fera de la Défense le premier poste du budget de l'État, devant l'Éducation nationale. Macron chaussait récemment ses rangers, déclarant qu'il envisageait la possibilité d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine...

Face à ce monde guerrier, seule la révolte des peuples du monde entier contre leurs propres dirigeants et contre l'exploitation capitaliste qu'ils incarnent pourra remettre en cause cette boucherie sans fin.

Le millionnaire au service des milliardaires

Le salaire de Tavares a été augmenté de 56 % pour atteindre 36,5 millions par an. Il touche 100 000 € par jour, samedis et dimanches compris.

Ce salaire est choquant, mais il y a encore plus à vomir : les grands actionnaires de Stellantis (18,6 milliards de profits en 2023) et les familles milliardaires Peugeot et Agnelli, qui n'ont jamais fabriqué une seule voiture de leur vie, se gavent de milliards.

C'est écœurant quand on regarde nos fiches de paie gelées. Nous avons besoin d'au moins 400 € net d'augmentation par mois et pas de salaires sous 2 000 € net. Nous ne l'obtiendrons que par la lutte collective.

La direction a la mémoire courte

La direction refuse d'allonger les pauses pour le Ramadan qui commence la semaine prochaine. Il y a pourtant des centaines de salariés qui vont avoir besoin de pauses plus longues à la rupture du jeûne en fin d'après-midi. Pour ceux qui ne pratiquent pas le Ramadan, ce ne serait utile d'allonger la pause aussi. Dans le passé la pause était spécialement rallongée et payée, il faudrait qu'on le rappelle tous ensemble à la direction.

Guerre psychologique

Des dizaines de salariés de plusieurs secteurs sont envoyés de force sur les chaînes de Montage. Beaucoup ont des restrictions médicales et sont âgés. La direction sait que beaucoup ne tiendront pas les postes, mais le but pour elle est surtout de chercher à casser les salariés et les dégoûter pour qu'ils quittent l'entreprise avec pas grand-chose. La direction nous pourrit la vie, nous aussi on peut la lui pourrir : si on a du mal, on n'a qu'à laisser couler la chaîne... Ça fera cogiter le patron.

Qu'elle arrête son manège !

À PSA Poissy, selon la version de la direction, il y aurait 80 ouvriers professionnels en trop sur le site... Pourtant, faute de personnels, on galèrerait quand il faut prendre des congés ! Elle veut mettre une partie de ces professionnels sur chaîne par rotation de 3 mois.

On a déjà un poste, ça ne nous intéresse pas de devenir nomades !

La sécurité ça n'a jamais été sa priorité

En février, il y a eu un mort dans une usine Fiat au Sud de l'Italie, et 2 maintenanciers ont perdu leurs doigts à PSA Charleville et PSA Valenciennes lors de dépannages. Les alertes se multiplient sur le manque d'effectifs et en moyens pour la maintenance. Que fait la direction ? Elle augmente le flicage des salariés.

Erreur de destinataire

On a reçu un beau courrier sur papier glacé de Stellantis nous disant que nous pouvons acheter jusqu'à 8 voitures du groupe par an au tarif spécial. On a déjà du mal à faire le plein dans nos vieilles voitures d'occas... Se lancer dans le business de la revente : non merci !

Il pleut, il mouille, c'est la fête... aux économies !

À chaque pluie, les sols sont inondés dans les bâtiments, toujours aux mêmes endroits, y compris sur des installations électriques ou à proximité. La direction met des bâches, des bacs au sol, parfois fait passer la raclette, mais il faut lui demander.

Elle nous fait prendre des risques, de chutes et d'électrisation... Parce qu'elle ne veut pas investir dans des réparations. On est sûr que c'est différent dans les bureaux des patrons.

La menace c'est Tavares et le système capitaliste !

À l'usine de Fiat Mirafiori-Turin, une étude industrielle veut savoir comment ce site, qui resterait Stellantis, pourrait produire 150 000 véhicules électriques par an du groupe chinois Leap Motor à partir de 2026.

Pour obtenir plus de subventions d'argent public et pour justifier le blocage des salaires, Tavares n'arrête pas d'agiter la menace de l'invasion supposée des voitures chinoises sur le marché européen. En réalité il est très content de faire encore plus d'argent en s'alliant avec des millionnaires chinois, en mutualisant la technologie de l'électrique et des plateformes notamment.

Que les voitures soient chinoises, allemandes, italiennes, françaises ou d'un autre pays, pour les travailleurs qui les fabriquent, peu importe : le danger n'est pas la nationalité des logos qu'on rajoute sur les véhicules, mais les vastes plans d'attaque contre nous, nos salaires et nos emplois que ces alliances occasionnent !

Le 8 mars : toutes et tous dans la rue !

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En France, la liberté de recourir à l'avortement vient d'être inscrite dans la Constitution, mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé le pratiquant, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder.

Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, les féminicides sont toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins payées, moins considérées, reléguées au « réarmement démographique » de Macron. Dans le monde, les femmes sont prises pour cible dans les guerres et leurs droits sont attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite.

Le 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus des violences et discriminations sexistes. On a, toutes et tous, tout à gagner à ce que chacun soit considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre.

Chocopops et Netflix : le dîner des smicards

Manger des corn-flakes au dîner : c'est la brillante idée du PDG de Kellogg's pour faire face à l'inflation sur les produits alimentaires. Au jeu du mépris social, grands patrons et politiciens rivalisent. Comme Macron qui déclarait que « les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine ». Il y en a qui méritent une bonne avoine...